LA RECHERCHE D'ENRICHISSEMENT CONTRE LA CROISSANCE

Jean-Pierre Gern

Université de Neuchâtel
Suisse

Résumé

Les théories économiques ont, au cours des derniers siècles, traité de diverses manières la relation entre la recherche d'enrichissement et la croissance économique. Elles ont mis en lumière de nombreux obstacles au fait que la recherche d'enrichissement puisse assurer la croissance. L'enrichissement par le commerce a un effet particulièrement ambigu. Dans la mesure où les entrepreneurs, notamment dans ce domaine, sont des disjoncteurs de prix, ils nuisent à la circularité des flux entre producteurs et rendent certaines activités non rentables. Certes leur soif d'enrichissement est à l'origine de bien des innovations, de bien des développements industriels. Mais lorsqu'elle conduit à une concentration excessive des revenus aux mains d'un groupe social trop restreint, elle freine la consommation et conséquemment limite les possibilités d'investissement.

Mots-clés
Enrichissement, croissance, théorie économique.

JEL
D02, D31

Depuis que l'économie européenne est devenue complexe ensuite du grand commerce et des révolutions agricole puis industrielle, la question de l'enrichissement et de sa relation au développement s'est posée. Elle a reçu des réponses diverses en raison certes de l'évolution du contexte historique, mais aussi de l'approche théorique des écoles de pensée successives.

Or il n'en va pas de la science économique comme de la physique. Les théories actuelles ne rendent pas désuètes celles du passé. La réalité sociale est suffisamment complexe pour que les regards portés sur elle par les théorisations successives soient complémentaires plutôt qu'exclusifs. Maints problèmes actuels apparaissent plus clairement à la lumière d'anciennes théories qu'à celle des plus récentes. Par ailleurs s'il est vrai que les théories se forgent dans un contexte spécifique qu'elles reflètent, il n'est pas certain que la théorie dominante actuelle, héritée d'un paradigme du XIXième siècle, développé plus comme instrument logique que comme moyen de compréhension d'une réalité changeante, soit la plus appropriée face à nombre de problèmes d'aujourd'hui.

1. L'apport de la pensée médiévale

Nous devons à la pensée médiévale toute une réflexion sur le juste prix. Au XVIIIième siècle la référence à la valeur travail en a tenu lieu. Le passage à la valeur rareté repose la question soulevée par les médiévaux: en cas de perturbation des flux commerciaux est-il juste que d'aucuns en profitent pour s'enrichir au détriment de ceux qui souffrent de la pénurie? Au niveau des politiques économiques on n'hésite pas à suspendre les cotisations en bourse en cas de perturbations du marché ou à instaurer un rationnement en cas de guerre, sans explication théorique du fait que le marché doive être écarté justement quand l'adaptation de l'offre et de la demande est la plus criti-

que. Au niveau théorique on prêche l'incontournable rôle du marché et l'applique en toute autre circonstance, sans trop s'interroger sur l'importance des «market failures», qu'on reconnaît sans trop investiguer leur champ d'application. Le prix qui se forme sans régulation est considéré comme juste car seul il est générateur d'équilibre.

C'est principalement dans une perspective de justice sociale que le concept du juste prix a pris de l'importance à l'époque médiévale. C'est face à des modes d'enrichissement contestables qu'il a été affirmé. Peut-être a-t-il aussi une autre portée, de stabilisation de l'économie et d'harmonisation des mécanismes de croissance…

2. Le mercantilisme, première manière

Dans les pays qui passent par une période de transition on observe fort souvent que l'enrichissement ne va pas aux entrepreneurs et aux entreprises qui amorceraient ou construiraient les bases d'une économie industrielle complexe et efficace. Ce sont les commerçants qui s'enrichissent tandis que les activités de production stagnent. Le capital est en quête de situations de rente, d'occasions spéculatives, voire d'investissements dans la recherche de pouvoir politique, comme du temps de l'Empire romain.

Les mercantilistes du début s'entendent pour soutenir que cet enrichissement des commerçants et du Prince est enrichissement de la nation et que cette recherche du profit et de la fortune est donc favorable à la nation.

Mais à quel prix se fait-il? Peut-on oublier les démonstrations des mercantilistes qui argumentent sans cesse que la bas prix payé aux producteurs est la condition nécessaire à l'enrichissement des commerçants? La richesse qui se crée dans de telles régions reste confinée à un milieu restreint. Elle bénéficie au commerce, à l'Etat, à une partie du réseau urbain. Mais il n'est pas dans sa logique de promouvoir une économie nationale intégrée et entiè-

rement prospère. Si les commerçants entreprennent des activités de production comme on l'a vu lors de la période de la proto-industrialisation, c'est pour disposer de biens commerçables à bon marché, notamment en utilisant le travail rural dont le coût d'opportunité est presque nul. Le bas niveau de vie de la population qui vit hors des circuits économiques dominants fait partie du système. Voir l'analyse plus récente et très pertinente d'Arthur Lewis. Cela semble devenir dramatiquement vrai à l'échelle mondiale.

L'approche mercantiliste si elle s'est estompée au XVIIIième siècle n'en est pas morte pour autant. En effet c'est une approche prisée par les mêmes groupes sociaux qui l'ont préconisée à l'époque: ceux qui s'enrichissent par la recherche de profits rapides et élevés.

3. Le mercantilisme deuxième manière et la théorie de la dépendance

A la fin du XVIIième siècle, une approche, qu'on trouvait déjà en germe antérieurement, se formalise: le commerce doit entraîner toute l'économie dans une dynamique de croissance comme le montre alors John Law (1). L'hypothèse c'est que le commerce extérieur peut engendrer une économie complexe: progrès technique, croissance et interdépendance efficace de tous les secteurs. Cette conception est loin d'être morte. La question est de savoir si les mécanismes impliqués pour parvenir à ce résultat existent vraiment, s'ils se vérifient historiquement,... ou si la théorie n'est qu'une apologétique.

Certes l'impact et le rôle du commerce dans l'ouverture commerciale de régions vivant essentiellement d'autosubsistance a joué un grand rôle depuis la plus haute Antiquité. Et aujourd'hui dans des régions rurales on constate que la déficience de circuits commerciaux et le désintérêt des commerçants pour les régions reculées de la campa-

gne ou peu prospères a un grave effet de blocage. On est tenté de conclure que la recherche d'enrichissement, qui jusqu'à la révolution industrielle était considérée comme le propre des commerçants, est un facteur fondamental du développement.

On constate que dans certaines régions des pays en transition post-socialiste les industries rurales sont tombées en faillite et les activités agricoles peinent à se maintenir. Non seulement ces régions deviennent sinistrées, mais la reprise des activités industrielles en ville en est affectée, à tel point que les relations ville-campagne deviennent aujourd'hui un thème porteur pour les discussions d'économistes. Que faire si les relations commerciales de certaines régions ou de certains secteurs n'offrant pas des opportunités de profit suffisantes, les commerçants ne les desservent qu'à des conditions prohibitives ou pas du tout à tel point que toute l'initiative et le capital affluent vers un seul centre et refluent de là vers l'étranger? Le passage à une économie complexe avec une dynamique interne de croissance nécessite que l'ensemble du territoire et des activités entre dans un système intégré de flux économiques.

Le modèle proposé par John Law pour l'Ecosse (1) était certainement valable dans ce contexte, comme il le fut dans les cités-Etats de l'Antiquité. Mais plus la mondialisation progresse, moins il paraît pertinent. Les économies régionales ou nationales perdent en autonomie. L'argent et les facteurs de production se déplacent là où ils sont relativement les plus rares et obtiennent donc la plus haute rémunération. Une mauvaise lecture de la théorie de l'équilibre général de Walras conduit à penser qu'ils vont vers les régions où ils sont les plus rares en termes absolus, alors que c'est leur rareté relative qui est déterminante, laquelle dépend principalement de l'abondance d'autres facteurs. C'est donc vers les centres globalement les mieux pourvus qu'ils se déplacent pour accroître leur rareté.

De plus, un autre problème prend un tour dramatique dans les pays disposant de ressources naturelles importantes, car il y est dans l'intérêt économique et politique de la classe dont les revenus sont les plus élevés, qu'il ne s'industrialisent pas, ce qui leur permet de faire de larges profits sans investissements importants en s'appropriant les flux d'exportation et d'importation. C'est ce qu'a dénoncé la théorie de la dépendance; elle a analysé les mécanismes par lesquels la dépendance se renouvelle et s'accroît plutôt que d'engendrer les conditions nécessaires à l'émergence d'une économie développée et complexe.

En d'autres termes, l'effet d'entraînement qu'on a observé dans les relations entre économies pré-industrielles, notamment en Europe, est-il encore valable dans les relations entre un pays fortement industrialisé et un autre qui ne l'est pas? L'exemple de la diffusion de l'industrie dans l'espace asiatique est-il généralisable? ou les relations entre les régions les plus industrialisées et celles qui ne le sont guère risquent-elles de conduire à l'enrichissement de la classe dominante au détriment de l'ensemble de la population?

4. L'école du XVIIIe siècle, dont les Physiocrates

Le modèle (relativement formel) des physiocrates (2) n'est pas transposable sans plus aujourd'hui, mais leur approche met en lumière des aspects importants de la relation entre enrichissement et développement.

Ils démontrent que l'enrichissement des commerçants est néfaste pour la croissance. Au milieu du XVIIIième siècle, l'enrichissement des villes maritimes est manifeste. Les commerçants s'insèrent entre des ensembles de producteurs/consommateurs étrangers et nationaux, ruraux et urbains,...Dans la mesure où ils cherchent à s'enrichir ils tentent d'acheter aussi bon marché que possible et de vendre aussi cher que possible. Plus ils y parviennent,

moins les échanges peuvent se développer entre les producteurs; en détériorant les termes de l'échange dans les relations entre producteurs, ils drainent la substance des circuits de croissance, les dessèchent, les bloquent.

Par ailleurs, l'accumulation de capital entre les mains d'agents économiques qui ne cherchent qu'à le conserver ou à le faire valoir dans des opérations à haut rendement et à court terme, prive l'économie de la dynamique production-investissement qui devrait être le ressort de la croissance.

De plus si les ressources ainsi drainées ne reviennent pas alimenter la demande, elles engendrent la dépression. Les Physiocrates reprochent aux riches commerçants de se faire des couverts d'or et d'argent avec le métal qui devrait servir à la circulation des biens. Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, le développement de la demande reste constamment en retrait par rapport à la dynamique de la production. Certains agents économiques encaissent des revenus qu'ils sont loin de pouvoir dépenser. Ce sont peut-être eux qui, grâce à l'évolution rapide des technologies et à la mise en relation d'espaces économiques précédemment distants avec des structures de prix très différentes, drainent des profits considérables qui sont à l'origine de bulles spéculatives sur les marchés financiers et du manque de demande sur les marchés de biens.

Enfin les Physiocrates ont mis le doigt sur un élément essentiel: le rôle des fluctuations de prix aux producteurs (3). C'est l'organisation des marchés qu'ils ont mise en cause; à l'époque c'était le cloisonnement excessif qui provoquait pénurie ou surabondance et chute des revenus agricoles dans un cas comme dans l'autre. Aujourd'hui, c'est encore l'organisation des marchés qui est cause de la fluctuation excessive des prix: la grande sensibilité des prix aux moindres déséquilibres de marché est maintenant due essentiellement au fonctionnement des bourses de matières premières qui sont des lieux de spéculation. Et ce sont ceux qui ont intérêt à maintenir cette forme de

marché pour les gains spéculatifs qu'elle permet qui se rendent responsables des conséquences des fluctuations excessives des prix et par conséquent de l'impossibilité d'investir dans des filières qui seraient autrement des secteurs moteurs de développement dans certaines régions du monde.

5. Les classiques: Adam Smith et Ricardo

Dans sa conceptualisation fondamentale le monde d'Adam Smith est un monde de producteurs/consommateurs. Les échanges se font entre producteurs. Qui dans ce contexte échangerait le produit de deux heures de travail contre une seule? Tout naturellement les échanges tendent à se faire à la valeur travail, et la liberté des échanges sert les intérêts de chacun.

Pourtant forts sont ses plaidoyers contre les «chartered companies» et leur position dominante sur le marché international (4). Que leur reproche-t-il? d'offrir des taux de rendement et des dividendes si élevés que les capitaux se détournent des activités productives internes très utiles mais moins rentables. Certes les «chartered companies» jouissaient d'un privilège et d'une situation de monopole; aujourd'hui on compte presque aveuglément sur la libéralisation et la «libre concurrence» pour éviter une telle situation, alors même que des générations d'économistes ont montré comment la «libre concurrence» conduit aux oligopoles, voire au monopole et qu'aujourd'hui les marchés mondiaux sont dominés par un nombre fort restreint de compagnies dans tous les principaux secteurs.

Ricardo écarte la problématique d'Adam Smith car dans son modèle théorique une conception rigoureuse de la valeur travail a pour conséquence que sa théorie du commerce international ne met en relation que des producteurs.

Pourtant si la question des profits commerciaux est

écartée, une délicate question d'enrichissement capable de compromettre le développement émerge de son modèle. En effet la théorie du commerce international de Ricardo se distingue des autres en ce qu'elle ne postule pas un équilibre a priori de la balance commerciale. Cet équilibre est l'aboutissement d'un processus et ce processus peut avoir des conséquences néfastes pour un pays défavorisé. En effet si au cours de change qui correspond à la parité de pouvoir d'achat, les exportations que lui permettent ses avantages comparatifs sont moindres que les importations qu'engendrent les avantages comparatifs d'autres pays, sa monnaie doit se déprécier et ses exportations devenir moins chères tandis que ses importations renchérissent. Cela a deux conséquences; la première est une détérioration de ses termes de l'échange, la seconde c'est que ses exportations se vendant à meilleur marché tandis que ses importations renchérissent, l'équilibre de la balance commerciale au lieu de s'améliorer se détériore et l'échange devient de plus en plus inégal, compromettant la capacité du pays à investir. On pourrait ajouter aujourd'hui que le service de la dette a le même effet sur les termes de l'échange et compromet le développement des pays pauvres non seulement en raison de la perte de capitaux mais aussi par son effet sur les termes de l'échange (5).

Et ce cercle vicieux joue naturellement en défaveur des pays les moins industrialisés qui n'ont que d'étroits créneaux d'exportation et subissent la forte compétitivité des importations de pays industrialisés. Il en résulte un enrichissement des consommateurs des pays industrialisés (par le bas prix des importations) et un appauvrissement des populations les plus pauvres dans les pays dont l'économie est peu diversifiée, fragile et peu compétitive. Ainsi en accroissant leur productivité les pays industrialisés assurent leur enrichissement et compromettent le développement des moins favorisés.

6. Les (néo)marginalistes de l'équilibre général

Cette approche mérite d'autant plus d'attention qu'elle est encore dominante aujourd'hui.

Walras ainsi que les autres marginalistes abandonnent la théorie de la valeur-travail pour la remplacer par celle de la valeur-utilité ou valeur-rareté (6). Certes la valeur-utilité n'était pas nouvelle, elle avait été décrite par A. Smith, qui considérait qu'elle était trop subjective pour servir de base à la théorie économique; elle avait été remarquablement développée par Gossen. Mais c'est à partir des marginalistes et en particulier de l'équilibre général qu'elle va avoir des implications importantes, quoique méconnues, sur la relation entre enrichissement et développement économique.

A. Smith avait fait la différence entre activités productives et non productives, ce qui signifie que la contribution de diverses activités à la croissance n'est pas proportionnelle au revenu qui s'en dégage, même s'il est déterminé par la valeur travail (7). Le passage au marginalisme entraîne deux différences essentielles:

- le fait que des activités différentes participent diversement au produit national et à la croissance est occulté (pourtant l'idée d'une telle distinction sera reprise différemment par V- Pareto qui proposait de distinguer utilité et ophélimité, la première se référent à l'utilité sociale du bien et l'ophélimité à ce qui détermine la demande individuelle; mais cette proposition a fait long feu),
- la rémunération n'a plus de lien avec le travail accompli, elle reflète seulement la rareté relative du service productif concerné dans le processus de production.

En écartant aussi bien la notion d'activités productives que toute tentative de mesure objective de la contribution des divers agents de production, il n'est plus possible de mesurer la contribution d'une activité au produit national autrement que par sa rémunération. Avec la théorie de

l'égalité entre la rémunération et la productivité marginale, tout revenu, tout profit, quelle qu'en soit l'origine correspond à une contribution équivalente au produit national.

C'est ainsi qu'apparaît une légitimité nouvelle des hauts salaires et autres «fringe benefits», des profits commerciaux et autres dividendes et des gains de situation ou de monopole: quels qu'ils soient, ils sont totalement contribution au produit national, donc au bien-être social (la théorie du bien-être s'étant greffée sans la modifier profondément sur celle de l'équilibre général). La question de la relation entre enrichissement et développement reçoit donc une réponse aussi radicale que contestable. Les mercantilistes n'allaient pas si loin en affirmant que l'enrichissement des commerçants était enrichissement de la nation.

Tous les arguments des physiocrates relativement à l'effet des profits commerciaux sur la dynamique des échanges sont balayés. Les réflexions d'Adam Smith sur les profits accumulés par les «chartered companies» et sur le fait que des activités différentes n'ont pas le même effet sur la croissance sont pareillement balayées.

Le succès de cette école tient-il à sa pertinence ou à l'intérêt catégoriel des agents économiques qui bénéficient d'une telle approche? La question n'aura jamais de réponse: le confort intellectuel offert par la théorie de l'équilibre général n'a d'égal que l'intérêt de ceux qui invoquent des équilibres nécessaires de marché pour légitimer un drainage de revenu à leur avantage.

On ne prête aucune attention au fait que l'optimum fondé sur l'équilibre walrasien accorde à chaque facteur de production une rémunération égale à sa productivité marginale et que cette dernière est fonction uniquement de sa rareté relative. Lorsqu'on l'applique aux rémunérations on constate que les spécialistes en surnombre ont un coût d'opportunité (mesure de leur rareté) presque nul. A cette aune tous ceux qui n'ont pas de spécialisation devraient en période de surabondance de travail être ré-

munérés à un taux qui n'assure même pas leur survie. Et tout ce qui pourrait assurer leur survie compromettrait la réalisation de l'optimum. Si le discours évite de se faire aussi extrême c'est pour donner une façade acceptable à un système dont la logique est implacable. Faut-il rappeler toutes les recherches technologiques qui depuis l'industrialisation ont largement pour but d'éviter la rareté du travail et donc l'accroissement de son revenu?

A cela s'ajoute la problématique de la marche vers l'équilibre, si bien mise en lumière par Alfred Marshall il y a un siècle, mais soigneusement oubliée parce qu'éthiquement exigeante ou non saisissable par des modèles rigoureusement mécaniques. Les enchaînements sont sans fin; loin de s'orienter dès le début vers un résultat optimal ils suivent une marche sinueuse, qui entraîne des structurations économiques dont le caractère ne peut être que passager, mais qui risquent d'enfermer dans le sous-développement. A tel point qu'on peut à juste titre se demander si l'introduction de justes prix (par la coutume sociale autant que par la contrainte des institutions) ne conduirait pas plus rapidement à une bonne allocation des ressources, à l'équilibre des rémunérations et une division internationale du travail économiquement opportune à long terme.

En effet les commerçants, et les producteurs qui les ont suivis, jouent largement sur les écarts de rémunération pour configurer la répartition internationale du travail. Cette configuration que signifie-t-elle à long terme? Qu'un pays qui développe son industrie doit soit continuellement changer ses créneaux de production (malgré la difficulté croissante d'entrer dans de nouveaux créneaux dans le contexte mondial actuel), soit accepter de rester bloqué dans des activités à faible niveau de rémunération. Des activités et des investissements orientés au gré des opportunités de marché et de la rareté relative des ressources peuvent-elles paver un chemin viable et sûr vers l'industrialisation?

Aujourd'hui à l'échelle mondiale, le commerce a mis en relation des systèmes économiques très différents ayant des niveaux de revenu loin l'un de l'autre. Ce fut une belle occasion d'enrichissement pour les commerçants. Ils s'y sont tant adonnés qu'il ne restait plus aux entreprises des pays les plus industrialisés qu'à délocaliser leur production dans les pays à bas revenu pour rester concurrentiels et survivre ou à économiser le travail en développant des technologies onéreuses. Cela tend à faire tomber la valeur du travail dans les pays industrialisés, et en mettant en cause les rémunérations cela détruit le système social.

Ce n'est pas qu'une question de justice sociale, c'est le fonctionnement de l'économie lui-même qui est en cause. Les ajustements qui conduisent à l'équilibre général par la baisse des rémunérations directes et indirectes mettent inéluctablement en marche le mécanisme du multiplicateur de revenu et les effets de ce dernier risque d'entraîner les effets à la baisse de l'accélérateur d'investissement. Leurs effets combinées conduisent à une instabilité totale de l'économie et à sa déstructuration.

Donc l'approche néo-walrasienne, si répandue aujourd' hui, en occultant des aspects importants du fonctionnement de l'économie, légitime et considère comme positifs pour le développement des voies d'enrichissement qui au contraire ont pour effet de nuire au développement.

7. Le monde actuel à la lumière des réflexions portées sur enrichissement et développement

Adam Smith n'avait pas tort quand il reconnaissait que les entrepreneurs de la révolution industrielle ne cherchaient pas le bien-être national mais leur propre enrichissement. Cette aventure a engendré des innovations qui, à travers des décennies de misère, ont conduit à un accroissement de bien-être général grâce à la croissance économique.

L'argument est naturellement repris aujourd'hui; et

l'on défend que si actuellement une vague d'innovations et l'émergences de nouvelles structures économiques mondiales ont favorisé certaines catégories sociales au détriment des autres, finalement c'est l'ensemble de la population qui en jouira.

Mais l'histoire se répète-t-elle si simplement? Les analogies cachent des différences. Quelle est aujourd'hui la relation entre la dynamique de l'enrichissement et la dynamique du développement? Correspond-elle à la théorie schumpétérienne des entrepreneurs innovateurs? ou à celle des Physiocrates accusant les commerçants de drainer le revenu au détriment de la croissance?

Actuellement dans l'ensemble des pays industrialisés, et aussi dans d'autres, on observe un écart croissant entre une catégorie sociale restreinte qui s'enrichit rapidement alors que le revenu national stagne et que la majorité de la population s'appauvrit.

Au début du XIXième siècle, la compression des revenus des travailleurs est allée largement à la constitution du capital investi dans l'industrie. On observe aujourd'hui que les capitaux qui s'accumulent ont des difficultés à trouver à s'investir et provoquent des bulles spéculatives sur les bourses.

Durant les années '60 Galbraith constatait qu'aux Etats-Unis l'essentiel de l'épargne était le fait des entreprises qui fixaient leurs prix de manière à financer l'investissement. Et il n'y avait pas de faillite de grandes entreprises. Aujourd'hui, l'une après l'autre les grandes entreprises sont menacées de faillite et cherchent des aides ou des acquéreurs... alors que le capital s'accumule et que les millionnaires ont fait place aux milliardaires.

Peut-on - comme le suggéraient les Physiocrates - considérer que les difficultés des entreprises de production et le marasme de l'économie vient du fait qu'une part trop importante du revenu est distraite de la circulation des biens pour s'accumuler entre les mains d'une classe trop restreinte pour relancer la demande de biens tandis que les

opportunités d'investissement semblent faire problème?

Pourquoi une telle accumulation de capital, qui n'alimente pas le circuit investissement – production – revenu - demande? Les causes en sont probablement multiples:

1. La relation production – revenu n'est plus ce qu'elle était. L'activité directement productive est de plus en plus restreinte avec le développement des techniques de production de masse et l'automation... Donc les coûts variables sont moindres et le coût d'investissement élevé exige une production à plein rendement; l'efficacité du marketing devient essentielle au point qu'il est de plus en plus fréquent qu'il coûte plus cher que la production elle-même. Donc la relation entre le travail de production et le prix de vente nécessaire à moyen terme devient incertaine.
2. Si, comme le remarquait Cournot au début du XIXième siècle, le coût marginal est plus souvent décroissant que croissant (et à combien plus forte raison aujourd'hui!) que devient la concurrence? Elle ne peut qu'osciller entre lutte à mort et entente. La lutte à mort est omniprésente et les ententes émergent progressivement. Une telle concurrence force les entreprises de production à comprimer leurs coûts au maximum. Par conséquent même si le coût du travail ne représente plus qu'une faible part du prix de vente au consommateur, les entreprises de production cherchent à les comprimer au maximum, réduisant leur part au revenu national avec les conséquence que cela a sur la croissance de la demande.

   3. Cette baisse du prix du travail répond à la concurrence entre producteurs non à la concurrence sur les marchés de consommation. Cela favorise l'enrichissement des intermédiaires: la part du commerce au produit national devient plus importante que celle de la production proprement dite.

A un premier niveau d'analyse, la logique de la croissance fait dépendre l'accroissement de la production de celui de l'investissement et de la demande de consommation. Une analyse plus poussée tient compte de la structuration de l'appareil productif, du développement de filières, de circuits de biens et services et de financement, de pôles de croissance avec des liens de complémentarité. Corrélativement la répartition des revenus additionnels doit assurer une demande de consommation et d'investissement qui, quantitativement et structurellement réponde au potentiel économique de production. La compréhension du développement y ajoute une évolution des structures sociales, des institutions, des systèmes de valeur qui permettent et valorisent le changement.

La logique de l'enrichissement, qui tire ses racines de l'idéal commerçant dès l'Antiquité mais est devenue dominante depuis la période du grand commerce, conduit à une double démarche: drainer et sécréter du revenu entre les mains de celui qui en a le pouvoir. La première démarche ne peut converger avec la logique de la croissance que si le drainage de revenu a pour objectif l'investissement productif, comme on l'a observé pendant la période d'industrialisation et si elle reste dûment proportionnée, favorisant aussi bien l'accroissement de la demande de consommation que celle de l'investissement; trop d'exemples historiques montrent que cela n'est pas évident.

Si le drainage de revenu va à la consommation, il peut soutenir la demande; Adam Smith légitimait ainsi le revenu des «oisifs»; mais n'a-t-on pas montré depuis lors que la distorsion de la demande qui en résulte n'est au contraire pas favorable? S'il va à l'accumulation d'actifs, il compromet le processus de croissance et mésoriente le développement.

Si la démarche visant à l'enrichissement consiste à produire un revenu additionnel plutôt qu'à drainer une part du revenu social, elle semble plus favorable à la crois-

sance; mais elle ne l'est pas nécessairement. Il est en effet utile d'observer dans notre société où la capacité de produire s'accroît plus vite que la demande effective de biens et services, combien d'activités qu'on pourrait qualifier de parasites se développent. Notre vision actuelle, toute imprégnée de définitions marginalistes fondées sur «l'ophélimité» plutôt que sur «l'utilité» selon Pareto, ne nous le fait pas percevoir. Et pourtant....

Par ailleurs n'observe-t-on pas même dans des secteurs technologiques de pointe combien l'innovation vise davantage à accroître le revenu du producteur qu'à améliorer le produit? Les utilisateurs de logiciels doivent tous s'en être rendus compte.

Donc, même si la volonté d'enrichissement a contribué, fortement à certaines époques, au processus de croissance, logique d'enrichissement et logique de développement restent fondamentalement disjointes. Peut-on attendre du cadre institutionnel qu'il les réconcilie? A notre point de vue, il ne peut que porter remède à des écarts excessifs, si du moins la structure politique, qui reflète si souvent la structure économique, ne conduit pas à un renforcement de l'écart.

Notes bibliographiques

(1) John Law, Considérations sur le numéraire, Collections des principaux économistes, Ed. Zeller, vol. I p. 472-474
(2) François Quesnay et la Physiocratie, INED, Paris 1958,
(3) François Quesnay, Grains, op. cit. T. II p. 507
(4) Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, Collections des principaux économistes, Ed. Zeller, T. II p. 240-241
(5) David Ricardo, Principes de l'économie politique et de l'impôt, Calmann-Levy, 1970, pp. 108.
(6) Léon Walras, Eléments d'économie politique pure, LGDJ 1952, p. 99 sqq.-
(7) Adam Smith, Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, Collections des principaux économistes, Ed. Zeller, T. I p. 410-414